

Saisir les opportunités – au-delà des frontières

Les territoires qui se rencontrent aux frontières dépendent certes d'une administration différente, mais présentent le plus souvent aussi des liens fonctionnels. Ils sont aux prises avec des problèmes analogues et ont des intérêts communs. Avec l'idée de promouvoir la coopération transfrontalière et transnationale, il y a bientôt trente ans que l'UE a lancé les programmes Interreg. Certains cantons suisses y participent depuis le début, la Confédération depuis 1995. Depuis 2008, la participation à ces programmes s'inscrit dans le cadre de la Nouvelle politique régionale (NPR). Bien qu'elle ne soit qu'un petit partenaire par rapport à l'UE, la Suisse est active dans dix programmes. Le numéro actuel de «regioS» retrace cet engagement. Des exemples sélectionnés illustrent les projets économiques et politiques que la coopération transfrontalière met en route.

Infobest Palmrain est le nom d'un service de conseil qui a ses bureaux non loin de l'angle des trois pays, près du coude du Rhin, dans un ancien bâtiment douanier français de Village-Neuf. Une équipe de quatre personnes donne aux frontaliers du nord-ouest de la Suisse, du sud de l'Alsace et du sud du Bade-Wurtemberg des informations sur les assurances sociales, le droit du travail, les déménagements, les impôts, la formation, les transports ou la reconnaissance des diplômes et des certificats professionnels. Le service trinational Infobest a été lancé il y a 25 ans comme projet Interreg. Il est devenu depuis longtemps une institution autonome, sous la houlette d'une entité responsable publique-privée regroupant 23 institutions. Ses prestations sont aujourd'hui considérées comme indispensables dans la région, qui compte plus de 120 000 frontaliers. Tous ceux qui franchissent les frontières nationales dans la région des trois pays pour aller travailler ou étudier en bénéficient. L'équipe du Palmrain conseille environ 7000 clients par année, trois fois plus qu'il y a 25 ans. Ce service très demandé tient lieu de projet phare d'Interreg – grâce à un très bon rapport entre le financement initial unique et la productivité à long terme.

Coopération dans le Rhin supérieur

Pour le programme Interreg A Rhin supérieur (cf. p. 13), il serait facile de citer de nombreux autres exemples de succès. La collaboration transfrontalière dans la région de Bâle est une tradition. «La Conférence du Rhin supérieur et le Conseil Rhénan existent depuis longtemps», ajoute Andreas Doppler, de la Regio Basiliensis. Cette institution a été pionnière pour développer l'idée de région et coordonne aujourd'hui la participation suisse au programme Interreg A Rhin supérieur pour le compte des cantons du nord-ouest de la Suisse (BS, BL, AG, JU, SO). La zone de programmation est à peu près aussi grande que la moitié de la Suisse. Les éléments fédérateurs sont le bassin du Rhin supérieur comme espace naturel commun et le Rhin. Le fleuve rend les coopérations tout simplement indispensables: pour la construction de ponts, la protection contre les crues et celle des espèces ou pour l'utilisation de la plus grande zone européenne d'eaux souterraines. Les plus de six millions d'habitants ont en outre de nombreux points communs culturels et économiques. La stratégie collective consiste à favoriser l'essor du Rhin supérieur comme espace multilingue de vie, d'échanges économiques et de recherche, et comme région transfrontalière du savoir et de l'innovation.

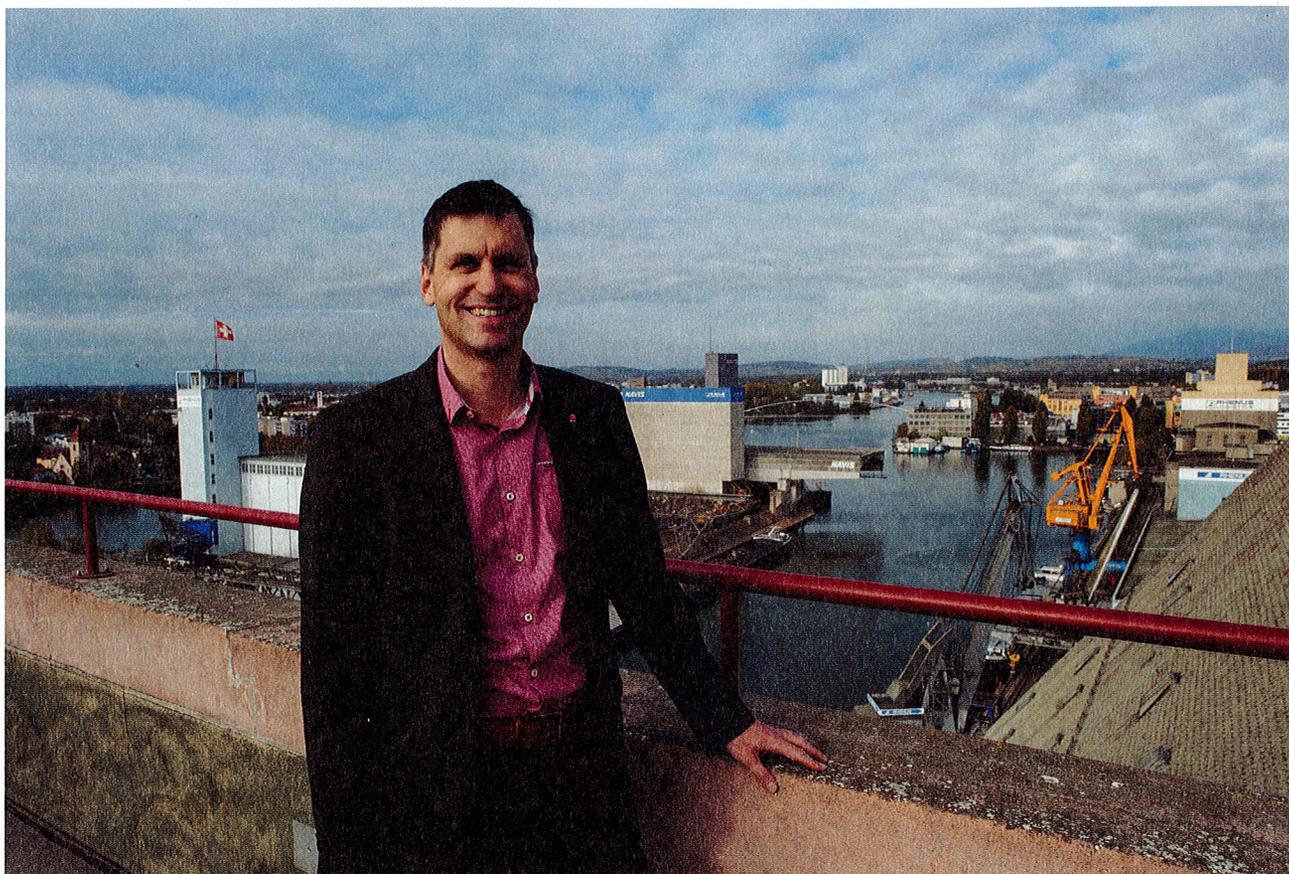
Dans le Rhin supérieur, on lance surtout de grands projets Interreg: avec le projet «Spirits» par exemple, différentes hautes écoles et entreprises réunies en un réseau de technologie médicale développent des robots imprimés en 3D destinés à être utilisés en radiologie ou en chirurgie. Les coûts sont budgétisés à 1,76 million de francs, dont la moitié est prise en charge par les partenaires suisses. Les deux cantons de Bâle, le canton d'Argovie et les partenaires suisses issus de la recherche publique et privée paient la majeure partie de la tranche suisse. La Confédération y ajoute 150 000 francs provenant de la Nouvelle politique régionale (NPR). «Ce projet se penche exactement sur les priorités thématiques du programme», souligne Andreas Doppler, «sur la numérisation, les conséquences des changements climatiques et la démographie.» Il mentionne en outre des exemples de projets qui ont une incidence territoriale: les prolongements du tram de Bâle à Weil (Allemagne) et à St-Louis (France), la ligne de bus à destination de Grenzach et différents projets d'aménagement du territoire. Le développement

Der Kräutergarten der «Bibelgalerie Meersburg», einem der Kulturschätze der europäischen Gartenbaugeschichte rund um den Bodensee, die mittels Erlebnisangeboten miteinander verbunden werden

Le jardin aromatique du Musée de la Bible de Meersburg, l'un des trésors culturels de l'histoire européenne de l'horticulture situés autour du lac de Constance et reliés par des offres découverte

Il giardino delle erbe della «Bibelgalerie» di Meersburg è uno dei giardini storici della regione del lago di Costanza collegati tra loro grazie a una rete di offerte turistiche





Chancen packen – grenzübergreifend

An Grenzen treffen Gebiete aufeinander, die zwar unterschiedlich verwaltet, aber meist auch funktional miteinander verbunden sind. Sie kämpfen mit ähnlichen Problemen und haben gemeinsame Interessen. Mit der Idee, die grenzüberschreitende und transnationale Zusammenarbeit zu fördern, startete die EU vor bald dreissig Jahren die Interreg-Programme. Seit Beginn beteiligen sich Schweizer Kantone, und seit 1995 ist auch der Bund aktiv. Seit 2008 erfolgt die Teilnahme im Rahmen der Neuen Regionalpolitik (NRP). Obwohl im Vergleich zur EU nur ein kleiner Partner, ist die Schweiz an zehn Programmen beteiligt. Diesem Engagement geht die aktuelle «regioS»-Ausgabe nach. Ausgewählte Beispiele zeigen, was die Interreg-Zusammenarbeit wirtschaftlich und politisch alles in Gang bringt.

Der Schwerpunktartikel beleuchtet die Programme, in denen sich die Schweiz als zentraler Partner am stärksten

engagiert: die vier Interreg-A-Programme zur grenzüberschreitenden Zusammenarbeit sowie die Interreg-B-Programme. Die weiteren Programme zur gebietsübergreifenden Zusammenarbeit in Europa mit Schweizer Beteiligung sind auf Seite 13 aufgeführt. Der Artikel zeigt anhand von Beispielen auf, was in den Programmgebieten angepackt wird. Thematisiert werden zudem die Herausforderungen, mit denen die Akteurinnen und Akteure bei der Zusammenarbeit über die Grenzen hinweg konfrontiert sind, die wirtschaftlichen Chancen sowie die Auswirkungen einzelner Projekte. Dabei zeigt sich, dass diese – je nach Ausgangslage in den Programmgebieten – sehr verschieden sein können. Im Einzelfall hängt der Erfolg – und zuweilen auch der Misserfolg – vor allem vom Engagement der Beteiligten und deren Willen zur Zusammenarbeit ab.

Der Anreiz und der Mehrwert von Interreg – und manchmal auch die Schwierigkeit – liegt letztlich in der Begegnung zweier oder mehrerer ziemlich verschiedener Partner mit unterschiedlichen Hintergründen und Mentalitäten,

die einen gemeinsamen Weg beschreiben. Bei dieser Begegnung gibt es, wie die jüngsten Programmevaluationen zeigen, eigentlich nur Sieger. Eigentlich? Interreg ist jedenfalls für alle Beteiligten eine Erfolgsgeschichte, auch wenn nicht selten ein gemeinsamer Leidensdruck, ein ähnliches Problem, zur Zusammenarbeit führt. ○

www.interreg.ch



www.regiosuisse.ch/evaluationen-interreg



Die vollständige Fassung des Schwerpunktartikels findet sich unter www.regiosuisse.ch/regios

d'infrastructures de transport transfrontalières montre que la marge de manœuvre pour le financement est plus grande avec Interreg qu'avec la NPR. Les cantons et les communes peuvent exploiter cette marge sans employer de fonds NPR de la Confédération qui est réservé pour des projets visant à améliorer la compétitivité. « En principe, la collaboration fonctionne bien dans la région du coude du Rhin », selon le bilan positif que dresse Andreas Doppler. « Les projets Interreg contribuent à la prise de conscience d'une culture frontalière commune, rassemblent et produisent une valeur ajoutée transfrontalière. »

Approches pragmatiques au bord du lac Léman et dans l'Arc jurassien

Dans l'ouest de la Suisse, la coopération régionale transfrontalière s'inscrit dans le cadre du programme Interreg A France-Suisse. Celui-ci couvre à la fois le dynamique Bassin lémanique, avec sa recherche de pointe, et l'Arc jurassien, relativement peu peuplé et plutôt rural. Ce dernier a toutefois derrière lui une longue histoire industrielle en mécanique et microtechnique. Du côté suisse, c'est l'association intercantonale arcjurassien.ch qui est responsable de la mise en œuvre stratégique et financière du programme. Elle représente les sept cantons impliqués (BE, FR, GE, JU, NE, VD, VS) et collabore au niveau régional avec les services administratifs français des départements de Belfort, du Doubs, du Jura, de l'Ain et de la Haute-Savoie ainsi qu'avec les régions Bourgogne-Franche-Comté et Auvergne-Rhône-Alpes. 5,3 millions d'habitants, dont quelque 110 000 frontaliers, vivent dans cette zone de programmation d'environ 39 000 km². La surface de ce territoire est presque aussi grande que celle de la Suisse. Mireille Gasser, secrétaire générale d'arcjurassien.ch et responsable de la coordination du programme de soutien du côté suisse, estime qu'il serait excessif de viser une culture frontalière et une identité communes pour ce vaste territoire. « Notre approche est plutôt pragmatique : avec les projets, nous voulons créer de nouveaux liens et développer des compétences qui facilitent les échanges culturels, économiques et touristiques au quotidien », explique-t-elle. Favorisée par les points communs linguistiques et culturels, la coopération se pratique depuis longtemps dans les régions proches de la frontière. Il existe des organisations économiques et politiques comme la Conférence Transjurassienne (CTJ), le Conseil du Léman ou le Comité régional franco-genevois. Ce cadre facilite la mise en œuvre d'Interreg. Les projets mettent l'accent sur la recherche et le développement appliqués ainsi que sur la promotion de l'innovation : les technologies propres, la technologie médicale et les micro- ou nanotechnologies y jouent un rôle central. Ces projets d'innovation contribuent à des objectifs importants de la NPR. Les acteurs régionaux et cantonaux du développement régional, de l'aménagement du territoire et de la promotion économique, mais aussi des instituts universitaires et des entreprises privées s'engagent ensemble. Dans le projet « Clothilde » par exemple, les chercheurs de hautes écoles et d'entreprises privées développent, jusqu'à sa viabilité commerciale, un appareil biotechnologique de pointe destiné à traiter les fractures de l'épaule. Parfois aussi, des services de la Confédération y participent directement. C'est ainsi qu'Agroscope, centre de compétences de la Confédération pour la recherche agricole, est partenaire du projet « Production laitière efficiente ». Ce projet vise à mieux exploiter les synergies possibles dans la production et la commercialisation des produits laitiers jurassiens. D'autres thèmes importants du programme sont le tourisme, l'environnement et les conditions-cadre pour la planification des transports. Le projet de réouverture de la ligne ferroviaire Bienne–Delle–Belfort en est un exemple. Il a surtout pour but de contribuer à forger un nouvel espace fonctionnel dans l'Arc jurassien. « De nombreux projets déploient des effets surtout lorsqu'ils fonctionnent à long terme, au-delà de la période de soutien proprement dite », souligne Mireille Gasser. C'est le cas des projets de commercialisation de bois ou de fromage avec un label AOC, ainsi que du projet « Route de l'Absinthe ». Les projets qui deviennent autonomes et pérennes sans mesures spécifiques sont plutôt rares : « Les chances de survie sont bonnes », selon Mireille Gasser, « lorsque le financement à long terme est déjà planifié au niveau stratégique lors de la phase de soutien. »

Malgré une collaboration bien rodée dans de nombreux domaines, Mireille Gasser repère encore un grand potentiel d'optimisation. Les nombreux promoteurs de l'innovation pourraient par exemple mieux se coordonner. Certains acteurs importants du tourisme sont toujours à l'écart. Le fait que la NPR se focalise sur des projets axés sur l'économie se révèle parfois être un défi, surtout pour les projets de transports et d'infrastructures qui n'entrent pas dans le cadre de ce que soutient la NPR. Du côté suisse – que ce soit au niveau cantonal ou fédéral –, ces projets-ci doivent donc être financés par d'autres canaux, par exemple par les projets d'agglomération.

Andreas Doppler,
Leiter Förderpro-
gramme bei der
Regio Basiliensis
am «Dreiländereck»

Andreas Doppler,
responsable des pro-
grammes de soutien
auprès de la Regio
Basiliensis au «Drei-
ländereck»

Andreas Doppler,
responsabile dei
programmi di pro-
mozione presso
Regio Basiliensis,
al «Dreiländereck»

Le opportunità della cooperazione transfrontaliera

Le frontiere sono il punto d'incontro tra regioni che appartengono a Stati diversi, che hanno strutture amministrative differenti pur essendo generalmente collegate tra loro sul piano funzionale. Con l'intento di promuovere la cooperazione transfrontaliera e transnazionale, quasi trent'anni fa l'UE ha lanciato i programmi Interreg, ai quali alcuni Cantoni svizzeri hanno subito aderito, seguiti nel 1995 dalla Confederazione. Dal 2008 questa partecipazione si inquadra nella Nuova politica regionale (NPR). Sebbene la Svizzera sia solo un piccolo partner rispetto all'UE, il nostro Paese partecipa a ben dieci programmi. A questo impegno è dedicato il nuovo numero di regioS, che con una serie di esempi mostra i risultati concreti di carattere economico e politico ottenuti grazie alla cooperazione territoriale.

L'articolo principale illustra i programmi in cui la Svizzera è maggior-

mente coinvolta in qualità di partner centrale, ossia i quattro programmi Interreg A e i programmi Interreg B. Gli altri programmi europei di cooperazione regionale transfrontaliera a partecipazione svizzera sono elencati nel riquadro a pagina 13. L'articolo spiega con alcuni esempi le tematiche affrontate nelle aree interessate e si sofferma sulle sfide che gli attori devono affrontare, sulle opportunità economiche della cooperazione e sull'impatto dei singoli progetti, che possono essere molto diversi a seconda della situazione iniziale. In ogni caso, il successo (e talvolta anche il fallimento) di un progetto dipende soprattutto dall'impegno profuso dagli attori coinvolti e dalla loro disponibilità a cooperare.

In definitiva, l'incentivo, il valore aggiunto, ma a volte anche la difficoltà, di Interreg stanno nell'incontro tra due o più partner assai diversi tra loro, con background e mentalità distinti, ma che condividono un percorso comune. Da questo incontro tutti escono vincitori, come peraltro dimostrano le ultime valutazioni del pro-

gramma. Ma è davvero così? Sarebbe di sì: Interreg è una storia di successo per tutti gli attori coinvolti, anche se non di rado la cooperazione nasce dalla necessità di far fronte a problemi o a criticità comuni. O

www.interreg.ch



www.regiosuisse.ch/valutazioni-interreg



La versione integrale dell'articolo principale è pubblicata su www.regiosuisse.ch/regios-it



Sur le « sentier des contrebandiers » et dans les jardins du lac de Constance

Depuis l'été 2012, les vacanciers de la zone frontalière entre le Prättigau et le Montafon font des randonnées sur le « sentier des contrebandiers ». On doit ce sentier thématique alpin à un projet Interreg. Les randonneurs y suivent les traces de la contrebande, florissante surtout au XIX^e siècle à la frontière entre les Grisons et le Vorarlberg. Pendant ce jeu de pistes de deux jours à travers les montagnes, ils passent la nuit sur la paille dans des cabanes construites dans les arbres, mangent la nourriture des contrebandiers et dépistent les dépôts de contrebande à l'aide d'un GPS. Cette offre de découverte s'adresse surtout aux familles. Pour les sociétés de remontées mécaniques Klosters-Madrisa et Gargellen – qui jouent le rôle de porteurs de projet avec Prättigau Tourismus, Montafon Tourismus, l'association des communes du Montafon et la Région Prättigau/Davos –, faire revivre le « sentier des contrebandiers » fait partie d'une offre globale. Tous ces organismes essaient ainsi de relancer le tourisme d'été, visiblement avec succès. « Le sentier thématique est si apprécié de nos hôtes », déclare Olivia Pajarola, porte-parole de la ligne de télécabines Klosters-Madrisa, « que nous l'étendrons l'été prochain. »

Le « sentier des contrebandiers » se situe dans la zone de programmation Interreg A Alpes rhénanes–Lac de Constance–Haut-Rhin (ABH). Cette zone comprend certaines régions du Bade-Wurtemberg et de la Bavière, le Vorarlberg, le Liechtenstein et neuf cantons suisses (AG, AI, AR, GL, GR, SG, SH, TG, ZH), soit une surface de 30 000 km² au total. Avec une population de 5,8 millions de personnes, Interreg ABH est comparable aux régions Interreg A France-Suisse et Rhin supérieur, mais compte nettement moins de frontaliers (environ 60 000). Cette zone se caractérise par des espaces urbanisés comme Constance-Kreuzlingen ou l'axe Saint Gall–Bregenz, prolongé par la vallée du Rhin, fortement industrialisée. Mais il y a entre ces espaces des zones très rurales. Le noyau proprement dit est formé par le lac de Constance, un réservoir d'eau potable pour plus de 4 millions d'habitants. Le projet Interreg « SeeWandel » étudie actuellement son importance économique et écologique. Ici aussi, la langue commune favorise la collaboration transfrontalière, pratiquée depuis longtemps. Avec les mentalités et les cultures semblables, elle est un élément fédérateur.

La zone de programmation se présente comme un espace économique fort, avec de nombreuses entreprises industrielles moyennes tournées vers l'exportation. Au cours de la période actuelle de promotion, Interreg ABH se focalise sur le renforcement de la compétitivité économique, sur l'innovation, l'emploi, la formation, l'environnement, l'énergie, les transports, la coopération administrative et le sens civique. « Nos régions frontalières doivent et veulent se souder pour le bien des gens qui y vivent », explique Stephanie Weder Horber, collaboratrice du Centre du réseau Suisse orientale, lequel est responsable de la participation suisse. La vision est de faire du territoire qui entoure le lac de Constance une région modèle. Stephanie Weder Horber parle de l'« excellence du lac de Constance ». La conscience d'une culture frontalière commune est déjà largement ancrée dans l'administration et la population. « Les acteurs du niveau administratif se connaissent, il y a des voies hiérarchiques courtes et un feed-back rapide. Nombre de plateformes, de manifestations et de projets transfrontaliers sont très proches des citoyens et bien ancrés dans la population grâce à leur dimension événementielle. » Plus d'une douzaine d'associations et d'entreprises horticoles collaborent par exemple aux « Jardins du lac de Constance ». Elles développent de nouvelles offres et sensibilisent la population au patrimoine naturel et culturel commun, notamment en vue de l'Exposition nationale allemande d'horticulture, qui aura lieu en 2020 à Überlingen. Le projet « Mobilité pendulaire durable (PEMO) » a pour but de montrer des solutions pour inciter les pendulaires à se convertir aux transports publics. Avec la même intention, le projet cadre « Améliorations transfrontalières des transports » vise aussi une planification commune. « Même si le travail administratif, auquel nous faisons face le plus pragmatiquement possible du côté suisse, est considérable pour la plupart des projets, la collaboration est très bonne dans notre région quadrinationale », constate Stephanie Weder Horber.

Lancement retardé au sud de la Suisse

Le programme Interreg A Italie-Suisse englobe les régions italiennes de la Lombardie, du Piémont et d'Aoste, la province de Bolzano ainsi que les cantons du Tessin, des Grisons et du Valais. Il s'applique à environ 5 millions d'habitants, sur une surface de 38 000 km². Cet espace se caractérise par de nombreux points communs économiques et culturels – autant donc de prémices prometteuses pour des projets communs. Il comprend la Lombardie, l'une des régions

économiques les plus dynamiques d'Europe. Celle-ci forme avec le Tessin un espace fonctionnel aux liens intenses. Plus de 65 000 frontaliers italiens franchissent chaque matin la courte frontière du sud du Tessin pour se rendre à Lugano, à Locarno et dans le Mendrisiotto. Toutefois, bien que le programme ait formulé des intentions communes et des objectifs stratégiques – les priorités thématiques sont la promotion de la compétitivité, la mise en valeur des ressources naturelles, la mobilité et les transports ainsi que les défis sociaux et administratifs de la société –, de longues négociations ont entraîné d'importants retards, de sorte que la mise en œuvre vient seulement d'atteindre sa vitesse de croisière. Les 50 premiers projets ont été approuvés au cours de cet été et se trouvent maintenant en phase de lancement. « Il est encore bien trop tôt pour spéculer sur tout ce qu'ils déclencheront et atteindront », estime Fiorenza Ratti, responsable du service de coordination Interreg des participants suisses, établi dans le canton du Tessin.

Échanges à l'échelle des Alpes

Au-delà des problèmes que peut traiter la coopération au sein d'espaces fonctionnels transfrontaliers, il existe des défis pour lesquels les échanges à l'échelle d'une grande région sont très précieux. La Suisse participe donc aussi à deux programmes Interreg B : Europe du Nord-Ouest et Espace alpin. Ce dernier surtout joue un rôle important. La zone de programmation englobe 390 000 km² dans les sept pays alpins et une population de plus de 70 millions d'habitants. « Il y a une forte identité commune dans l'arc alpin », constate Silvia Jost du service des Affaires internationales de l'Office fédéral du développement territorial (ARE), qui coordonne les activités suisses pour les programmes Interreg B. Des défis semblables se posent à de nombreux endroits : par exemple les nuisances du trafic de transit dans les vallées alpines ou le renforcement de l'économie régionale, souvent aux prises avec des problèmes structurels semblables, appellent des approches communes. Les régions de montagne ont beau occuper le centre du programme, le périmètre de l'espace alpin comprend aussi des métropoles comme Zurich, Munich, Lyon et Milan. Car de nombreux projets Interreg B misent aussi sur les relations entre les espaces urbains et alpins – dans le tourisme, la formation, la communication ou la logistique. « Cela aboutit à des projets attractifs, avec une combinaison intéressante de partenaires », souligne Silvia Jost. Toutefois, une coopération transnationale est encore plus complexe qu'une coopération transfrontalière. « La mise en œuvre ne fonctionne que si l'engagement de tous les participants est fort. »

Une gouvernance pragmatique

En matière de gouvernance, tous les programmes Interreg font face à des défis semblables : il y a de nombreux participants qui ne parlent pas toujours la même langue et qui ont des mentalités différentes. 350 institutions et entreprises sont impliquées dans les projets du programme Interreg V A France-Suisse. Ce sont même plus de 400 partenaires de quatre pays (Autriche, Suisse, Allemagne, Liechtenstein) qui se sont engagés dans les projets du programme ABH. Inévitablement, il en résulte aussi beaucoup de bureaucratie, à laquelle les participants essaient de faire face le plus pragmatiquement possible. Suivant le programme, un secrétariat commun ou des services de coordination veillent aux échanges d'informations et offrent aux acteurs un soutien compétent pour leurs projets.

Nulle part heureusement, les programmes et les projets ne doivent partir de zéro. « Nous pratiquons depuis longtemps une culture appuyée du consensus et du compromis ; la communication se fonde sur le principe selon lequel chacun parle sa propre langue et comprend celle du voisin », explique Andreas Doppler. Mais pour la région du Rhin supérieur, il faut aussi admettre que, dans la pratique, c'est souvent l'anglais qui sert à se comprendre.

Coopération axée sur les solutions

Pour la période de promotion 2014–2020, l'UE a davantage orienté la Coopération territoriale européenne (CTE), et donc aussi Interreg, vers une croissance intelligente, durable et inclusive. C'est ainsi qu'Interreg et la NPR poursuivent aujourd'hui des buts comparables et misent sur des stratégies similaires, même s'il y a toujours des différences.

Les thématiques des programmes Interreg restent plus larges du côté de l'UE. En ce qui concerne le contrôle de gestion, l'UE fixe aux régions des objectifs quantitatifs clairs tandis que

Participation suisse aux programmes CTE : faits et chiffres

Les programmes de la Coopération territoriale européenne (CTE) comprennent trois volets différents en termes de géographie politique : **Interreg A** : coopération entre régions frontalières voisines ; **Interreg B** : coopération transnationale sur une vaste zone qui s'étend sur plusieurs régions et pays ; **coopération interrégionale de régions non voisines**.

La participation suisse à Interreg se déroule dans le cadre de la Nouvelle politique régionale (NPR). De nombreux projets Interreg contribuent, par leur orientation économique, à atteindre les objectifs de la NPR. Au total, environ 120 millions de francs de contributions publiques de la Confédération et des cantons sont à disposition en Suisse pour la participation aux programmes durant la période de promotion V 2014-2020. Ils sont investis dans les programmes suivants :

la Suisse mesure également le résultat des projets à l'aide d'évaluations différenciées. Cet été, deux rapports ont été présentés en même temps à ce sujet. Le résultat indique que l'on attribue à Interreg le potentiel de contribuer au développement économique régional. Les projets Interreg B le font principalement de façon indirecte, par exemple en développant des solutions communes et en créant des réseaux qui forment la base d'autres projets de coopération et d'autres innovations. L'intégration d'Interreg dans la NPR a fait ses preuves selon les évaluateurs. La majorité des projets est conforme aux objectifs de promotion de la NPR. Mais la marge de manœuvre pour soutenir les projets reste plus grande avec Interreg qu'avec la NPR, d'autant plus qu'il est possible de soutenir des projets financés sans contributions fédérales NPR, par exemple des infrastructures, des entreprises isolées ou des institutions sociales ou culturelles ne créant pas de valeur ajoutée substantielle.

Les évaluateurs soulignent en outre que le succès d'Interreg repose sur l'engagement des acteurs impliqués. La coopération souffre donc aussi des changements de personnel au sein des services de coordination et des administrations responsables. C'est un indice de l'importance du transfert de connaissances et des relations personnelles entre les acteurs.

Selon les évaluateurs, les projets Interreg contribuent généralement à améliorer les relations régionales transfrontalières et surtout à résoudre les problèmes communs. Le fait d'y parvenir par des projets concrets revêt une importance particulière. La plupart du temps et sans surprise, la coopération dans le cadre de projets Interreg se développe avec le plus de succès lorsqu'il y a d'un côté comme de l'autre une forte pression et un problème urgent qui ne peut être résolu qu'en commun. ○

www.interreg.ch
www.infobest.eu
spirits.icube.unistra.fr
www.routedelabsinthe.com
www.schmugglerland.com
www.seewandel.org
www.bodenseegaerten.eu

→ 
www.regiosuisse.ch/evaluations-interreg

Interreg VA Rhin supérieur

82 projets ont été approuvés à ce jour, dont 42 avec participation suisse. Bruxelles met à disposition 110 millions d'euros provenant du Fonds européen pour le développement régional (FEDER), soit 60 % de plus que durant la dernière période de promotion. Du côté suisse, le budget mis à disposition s'élève à environ 24 millions de francs (Confédération : 9,2 millions dans le cadre de la NPR ; cantons : 11,4 millions ; autres acteurs tels que hautes écoles, associations, communes : 3,3 millions). Le budget n'est pas encore épuisé et peut être augmenté si nécessaire.

Interreg VA France-Suisse

79 projets sont actuellement en cours. S'agissant du budget, 66 millions d'euros proviennent du côté français, 38 millions de francs de la Confédération et des cantons. La participation des entreprises, des hautes écoles, des associations et des institutions régionales, etc., est très importante puisqu'elle s'élève à présent à plus de 17 millions de francs. La Suisse est certes le petit

partenaire, mais elle est aussi active que son grand voisin dans l'organisation et la gestion des projets.

Interreg VA Italie-Suisse

50 projets sont actuellement approuvés. 158 millions d'euros sont à disposition pour les mettre en œuvre. La Suisse leur alloue environ 40 millions de francs, fonds privés inclus. Les contributions publiques sont supportées pour moitié par les cantons du Tessin, des Grisons et du Valais et pour moitié par la Confédération.

Interreg VA Alpes rhénanes–Lac de Constance–Haut-Rhin

74 projets sont actuellement approuvés, dont plus de 50 avec participation suisse. L'UE paie 39,5 millions d'euros, la Suisse environ 15 millions de francs (Confédération : 9,5 millions ; cantons : 6 millions). À cela s'ajoutent des contributions de partenaires de la recherche et de l'économie.

Coopérations du canton des Grisons avec Interreg V A Italie-Autriche par le biais du projet «Terra Raetica» et

des cantons romands avec Interreg ALCOTRA (France-Italie). La responsabilité de la mise en œuvre en Suisse incombe aux cantons frontaliers concernés.

Interreg VB Espace alpin

47 projets sont actuellement en cours, dont 28 avec participation suisse. Des partenaires suisses sont à la tête de cinq projets. Le budget du programme Espace alpin s'élève à 139 millions d'euros. La Suisse soutient les projets déjà en cours à raison d'environ 5,7 millions de francs (NPR : 2,46 millions de contributions fédérales ; divers offices fédéraux : 0,24 million ; cantons, régions et communes : 3,4 millions ; acteurs privés : 0,2 million).

Interreg VB Europe du Nord-Ouest

Quelque huit partenaires suisses participent à un total de 70 projets. Le budget total du programme Europe du Nord-Ouest s'élève à 370 millions d'euros. La Suisse soutient les projets déjà acceptés par une contribution d'environ 3,6 millions de francs (NPR : 1 million ; divers

offices fédéraux : 0,1 million ; cantons, régions et communes : 1 million ; acteurs privés : 1,4 million).

Collaboration interrégionale

La Suisse participe au programme des villes URBACT, à l'Observatoire en réseau de l'aménagement du territoire ESPON, à INTERACT (soutien technique pour les programmes Interreg) et à Interreg Europe, qui soutient les échanges d'expériences et de connaissances entre les acteurs de la politique régionale.

La Stratégie macrorégionale pour la région alpine (EUSALP) fournit en outre une base stratégique pour le développement de l'espace alpin.

www.interreg.ch